



# COMMISSION NATIONALE DE LA Psychiatrie

N°3 - SEP 2023

# NEWSLETTER



Depuis 20 ans, et dans une indifférence quasi générale sauf lors d'évènements dramatiques très médiatisés, la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale, à travers sa Commission Nationale de Psychiatrie, annonce l'effondrement de la psychiatrie publique française.



Cahier revendicatif CNP

Page hautement recommandable sur le site fédéral :  
<http://sante.cgt.fr/Commission-nationale-Psychiatrie>

## ALERTE ROUGE SUR LA PSYCHIATRIE

Le rapport de la [DREES](#) de septembre 2023 établit que la psychiatrie publique a perdu 5 000 lits en 12 ans, sur la période 2008-2019. Dans le même temps, les lits du privé lucratif ont augmenté de 3 000 lits.

A l'issue de son enquête du printemps 2023, la [Fédération Hospitalière de France](#) dénonce : « au 31 décembre 2022, près d'un quart des établissements (24%) ont été contraints de fermer de 10 à 30% de leur capacité » quand ils n'étaient que 5% à enregistrer de telles fermetures de lits avant 2020. 55% des hôpitaux publics n'ont aucune perspective de réouverture de lits de soins psychiatriques.

Cet été 2023, l'incapacité de notre secteur à assumer ses missions d'accueil et de soins aux patient.e.s atteint.e.s de troubles psychiques est devenue impossible à dissimuler. L'enquête de la CNP de la CGT sur un échantillon de 26 départements démontre que 4 500 lits ont été fermés cet été, soit 15%, cette fois faute de personnel suffisant, comme on peut le voir sur la [carte de fermeture des lits en France](#).

Dominique SIMONNOT, [Contrôleuse Générale des Lieux de Privation de Liberté](#), déclare : « Tous ces manques, toutes ces carences, tous ces défauts, toute cette façon de ne pas prendre les problèmes à bras le corps, vont nous coûter très cher sur le temps long... Parce que les troubles psychiques qui ne sont pas pris à temps empirent. Ce sont des calculs à la petite semaine qui sont faits à travers les logiques austéritaires actuelles. Je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas un vaste plan de recrutement des psychiatres et des soignants ni pourquoi on ne rend pas ce métier plus attractif... Il faut agir pour restaurer une institution et ne pas chercher à tout prix à sauvegarder un consensus aujourd'hui mortifère ».

Tout comme la CGT, la FHF et la CGLPL réclament unanimement un grand plan pour la psychiatrie, ainsi que le [Conseil Economique Social et Environnemental](#) en mars 2021 et tant d'autres. Même les Républicains...

# MÊME LES UMD FERMENT !

De nombreux établissements luttent désespérément pour maintenir leurs unités en survie, comme [en Gironde](#), à Annecy, à Sevrey, à Nantes, à La Roche-sur-Foron, à Montfavet... Fermetures de SAMU, de SMUR, d'urgences psychiatriques, d'unités d'accueil et crises, d'unités de resocialisation et maintenant d'UMD. Tandis que les médias mettent la focale sur les passages à l'acte de patients en manque de soins, le gouvernement ferme des lits d'Unités pour Malades Difficiles historiques, comme à Cadillac, à Sarreguemines, ...



## SOIGNER OU EMPRISONNER ?

Une étude financée par Santé Publique France, donc par le gouvernement, pointe que les 2/3 des hommes et les 3/4 des femmes présentent au moins un trouble psychiatrique ou lié à une addiction à leur libération de prison. Ils ont été exposés à au moins un traumatisme (négligence ou abus) dans l'enfance.

Comment comprendre que le gouvernement accélère le plan de création de 15 000 places de prison.

Le Dr Ch. PRUDHOMME constate : « nous sommes face à une répression tous azimuts. Dans le même temps, la psychiatrie publique est en train de s'effondrer avec plus de 40% des postes de médecins non pourvus dans les hôpitaux ». De fait, comme le disent les urgentistes, une bonne partie des malades sont en prison ou dans la rue et quand ils viennent

aux urgences ils ne peuvent pas leur offrir des soins adaptés et ils poursuivent leur errance avec comme conséquences trop souvent des drames qui pourraient être évités.

Malgré ce constat, le gouvernement poursuit sa politique de réduction des crédits pour les hôpitaux avec un taux d'évolution de près de 3% en-dessous de l'inflation alors que, dans le même temps, l'argent coule à flots pour les prisons (création de 15 000 places), ou l'armée. Il est temps de s'interroger pour savoir si cet argent ne serait pas mieux employé pour soigner les dizaines de milliers de personnes qui sont actuellement en prison et qui a priori n'ont rien à y faire, sinon d'aggraver leur état de santé psychique mais aussi souvent physique.

## ALERTE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE : BUDGET VOTÉ CET AUTOMNE

En France, comme en Europe, **le 13 OCTOBRE**  
**MOBILISONS-NOUS !**

Contre l'austérité, pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour l'égalité femmes-hommes

Les annonces de ces derniers jours sur la santé, l'éducation et le budget laissent craindre que le gouvernement passe par le 49-3 pour voter le budget de la France, dont celui de la Sécurité Sociale. Si tel était le cas, ce nouveau passage en force viendrait confirmer la fracture démocratique entre le peuple et le pouvoir politique.

Le gouvernement veut économiser 15 Md€ sur la santé alors qu'il budgétise dans le même temps 35 Md€ pour l'armée.

En 10 ans, le budget alloué à la psychiatrie a chuté de 13% et progressé 2 fois moins vite que les dépenses globales de santé. Le PLFSS 2022 était établi à 3% en-dessous de l'inflation. Celui de 2023 n'apportera aucune réponse pour répondre à cette situation critique. Parent pauvre de la médecine, l'État poursuit la programmation du déclin de la psychiatrie publique, comme en témoigne la réforme en cours de son financement.